



EUROPEAN CENTRE FOR MODERN LANGUAGES
CENTRE EUROPEEN POUR LES LANGUES VIVANTES

Nikolaiplatz 4, A-8020 Graz, Tél. : +43-316-32 35 54, Fax : +43-316-32 35 54 4, mél : information@ecml.at

Deuxième programme d'activités à moyen terme 2004-2007

Projet A1 – VALEUR

Valoriser toutes les langues en Europe

Rapport de l'atelier central 2/2006

(Graz, Autriche, 9-11 mars 2006)

Équipe de projet:

Coordinatrice: **Joanna McPake**, Royaume-Uni
Membres de l'équipe de projet: **Sirkku Latomaa**, Finlande
Peter Broeder, Pays-Bas
Laura Mijares, Espagne
Waldemar Martyniuk, Pologne



Le rapport est accessible en anglais et en français sur le site web du CELV:
<http://www.ecml.at>

Le Directeur exécutif du CELV devra être informé de toute traduction complète ou partielle du rapport et une copie de la traduction devra être envoyée au CELV pour information.

Adresse du contact

Directeur exécutif
Centre européen pour les langues vivantes
Conseil de l'Europe
Nikolaiplatz 4
A-8020 Graz
Autriche
courrier électronique: information@ecml.at

Table des matières

Résumé.....	5
Gestion du plurilinguisme	5
Intervention de Joseph Lo Bianco	6
Bonnes pratiques	7
Terminologie	8
Conclusion.....	9

Résumé

Au moins 365 langues sont parlées en Europe aujourd'hui, représentant une richesse et une diversité extraordinaires qui contribuent à la richesse intellectuelle de notre société. Cependant, les dispositions relatives à l'apprentissage et au perfectionnement de ces langues varient fortement d'un pays et d'une langue à l'autre.

Telles ont été les conclusions de la première étape du projet « VALEUR » (Valoriser toutes les langues en Europe), qui rassemble 22 pays, de l'Islande à l'Arménie. Le projet vise à développer une perspective partagée sur la question des « autres langues », définies comme « toutes les langues actuellement utilisées dans une société en dehors des langues officielles ». Cela inclut les langues « régionales et minoritaires », les langues « migrantes », les langues des signes et les langues « non territoriales » telles que le romani.

Les délégués de chacun des pays participants qui se sont rencontrés à Graz du 8 au 11 mars 2006 se sont accordés pour coopérer dans le but de développer la sensibilisation à la valeur de toutes les langues, à la fois chez les individus et dans la société élargie, et de partager les informations conçues pour encourager le développement de dispositions. Ces informations couvriront l'ensemble des langues présentes dans chaque pays, des politiques et des bonnes pratiques en matière de dispositions. L'accent sera mis sur le partage de modèles de bonnes pratiques avec une audience élargie.

Il a été décidé que l'une des principales orientations porterait sur les « langues migrantes », puisque celles-ci constituent une nouvelle question pour de nombreux pays, dont l'actualité se fait davantage ressentir du fait de l'augmentation de la mobilité au sein de l'Europe et d'une manière globale. Il existe un soutien assez faible à ces langues, que ce soit en termes de dispositions légales (les langues migrantes ne sont pas incluses dans la *Charte des langues régionales ou minoritaires*) ou de structures de soutien (associations, réseaux, institutions). Le projet examinera spécifiquement la façon dont le *Cadre européen commun* et le *Portfolio européen des langues* peuvent soutenir ces langues.

Gestion du plurilinguisme

Les participants ont eu beaucoup de difficultés à collecter des informations sur la situation des « autres langues » dans leurs pays, et la plupart d'entre eux l'avaient signalé avant le déroulement de l'atelier. Le projet sera donc en mesure de produire un rapport substantiel.

Dans les 365 langues déjà identifiées, certaines sont la langue nationale d'un autre Etat et d'autres sont utilisées dans divers pays, comme par exemple l'arabe ou le romani. Certaines langues sont restreintes à une zone géographique relativement petite, comme par exemple le frison, parlé dans l'Est des Pays-Bas et dans le Nord de l'Allemagne. Chaque pays possède au moins une langue des signes.

Les personnes qui parlent d'autres langues en plus des langues « officielles » ou « nationales » du pays dans lequel elles vivent sont unies par leur besoin de prendre des décisions sur la façon de gérer leur plurilinguisme, et en particulier sur les choix éducatifs qui leur sont ouverts. Dans certains pays, les parents et les enfants ont le choix de la langue dans laquelle ils recevront une éducation. Dans d'autres, le système éducatif ne leur laisse pas le choix, mais ils doivent toujours décider jusqu'où soutenir les langues de leurs enfants, que ce soit de façon informelle ou à travers une éducation « complémentaire ». En raison de l'immigration et de la mobilité, les enfants sont de plus en plus soumis à une éducation véhiculée par des langues autres que celles avec lesquelles ils ont grandi. Les recherches montrent que cela peut être une contribution positive au plurilinguisme des enfants, tant que la langue maternelle reste également préservée et développée. Les parents ont le droit de transmettre leur héritage linguistique et culturel à leurs enfants. Le plurilinguisme est une valeur essentielle du Conseil de l'Europe, bien que tous ne le considèrent pas à première vue comme une bonne chose.

Intervention de Joseph Lo Bianco

Un expert invité, le professeur Joseph Lo Bianco, de l'Université de Melbourne, également professeur honoraire à l'Université de Hong Kong, a pu poser cette question dans une perspective globale et apporter une inspiration sur les façons d'aller de l'avant. Il a remarqué que la globalisation semble augmenter la diversité, et non la réduire, et en même temps, elle nous oblige à prendre en compte la « différence » comme à aucun autre moment de notre histoire. Il y a davantage de migrations et plus de diversité. Cela signifie que la relation entre territoire, langue et culture a changé. Le plurilinguisme est un fait que les systèmes éducatifs doivent prendre en compte.

Cependant, partout dans le monde, il est courant de voir le multilinguisme comme un problème: il peut être considéré comme un facteur d'inefficacité, une menace pour l'identité nationale ou un problème à l'école. Le professeur Lo Bianco nous a encouragés à développer des politiques qui considèrent le multilinguisme comme une ressource: une ressource intellectuelle pour les enfants, une ressource familiale et personnelle, une ressource économique et sociale et une ressource pour la citoyenneté.

Il a insisté sur le fait que pour les enfants, la langue maternelle est le moyen qu'ils utilisent pour penser dans les premières années de leur vie. Les écoles qui fonctionnent par le biais d'une langue autre que celle que leurs élèves connaissent déjà doivent prendre en compte l'effet probable de cette situation sur les capacités d'apprentissage des enfants. Le rôle des écoles est l'apprentissage et ne devrait pas être de faire oublier aux gens ce qu'ils savent. Il est également important qu'elles reconnaissent les avantages cognitifs potentiels que le plurilinguisme amène si les autres langues des enfants sont soutenues au lieu d'être étouffées. Le plurilinguisme comporte bien évidemment de nombreux autres avantages, comme par exemple une meilleure capacité des personnes devenues plurilingues à un âge précoce à surmonter les traumatismes cérébraux survenant à un âge plus avancé.

Les langues constituent également une ressource économique. La compétition entre les sociétés concerne désormais fondamentalement l'acquisition de connaissances et l'investissement en capital humain. Singapour constitue un exemple de la façon dont le multilinguisme peut soutenir le développement économique. Ce pays a développé l'un des systèmes éducatifs les plus réussis au monde, réfutant l'idée que le multilinguisme n'est pas efficace économiquement.

La langue n'est pas un véhicule neutre. Elle est emplie de références culturelles et de connaissances codées. Nous n'avons pas besoin de voir des enfants qui ont grandi loin du lieu de naissance de leurs parents se retrouver nécessairement en danger de devenir des locuteurs déficients de la langue de leurs parents. On a trouvé que des enfants parlant le tigrinya en Australie correspondaient à l'aide de blogues avec d'autres enfants vivant à Bologne ou en Argentine. Nous avons besoin de faire reconnaître aux systèmes éducatifs que de tels enfants possèdent des ressources uniques qu'ils peuvent amener à l'école et qu'il est possible d'utiliser ces connaissances pour enrichir non seulement leur enseignement des langues, mais également d'autres sujets tels que la géographie et l'histoire.

En résumé, il y a de fortes raisons pour promouvoir le plurilinguisme chez tous les enfants, mais cela requiert des ressources. Le professeur Lo Bianco nous a conseillés d'utiliser l'argument des ressources plutôt que celui des droits et de rassembler des preuves démontrant les gains en efficacité dans les domaines de l'alphabétisation et de la langue. Il existe un besoin de sensibilisation vis-à-vis de la ressource que ces langues représentent et de leurs avantages potentiels pour une société élargie en Europe.

Bonnes pratiques

Les études de cas de bonnes pratiques présentées à l'atelier ont commencé à rassembler des modèles dont l'utilité à démontrer ces points a été ressentie. De nombreux pays proposent un enseignement passant par des langues autres que leurs langues nationales: par exemple, en Slovaquie, il existe des écoles fonctionnant en utilisant le hongrois, le ruthénien, l'ukrainien et l'allemand. En Autriche, on utilise le slovène et l'italien comme langues d'enseignement dans une école située à proximité de la frontière italienne et slovène. En Pologne, il existe des curricula entièrement bilingues pour l'allemand comme pour le lituanien. Il existe différents exemples d'écoles bilingues dans les zones frontalières, comme par exemple une école finno-russe en Finlande. Il existe un intérêt croissant pour le chinois dans toute l'Europe et en Hongrie, une école bilingue chinoise a été fondée à Budapest. En Pologne, le kashoube a connu une renaissance au cours des 15 dernières années. Il est désormais enseigné à près de 6 000 enfants par plus de 120 enseignants qualifiés.

Les participants à l'atelier ont entendu parler d'un projet inspirant impliquant le romani en Autriche qui a augmenté l'estime sociale et amélioré à la fois la vitalité de la langue et les capacités intellectuelles au sein de la communauté rom.

En plus d'identifier les bonnes pratiques en termes de dispositions, le projet rassemblera également des bonnes pratiques d'évaluation, comme par exemple le Schéma de reconnaissance nationale ou échelle des langues (*National Recognition Scheme or Languages Ladder*) en Angleterre, qui est applicable à toutes les langues (voir: http://www.dfes.gov.uk/languages/DSP_languagesladder.cfm), et dans la fourniture de supports pédagogiques, comme par exemple un site Internet suédois qui offre l'accès à des supports à imprimer et basés sur le web dans un grand nombre de langues communautaires (voir: <http://modersmal.skolutveckling.se/projekt/index.php>).

Une initiative provenant d'une école primaire située près de Londres, *La langue du mois*, montre comment il est possible de prendre en compte 40 langues au sein d'une seule école. Jusqu'ici, des supports pédagogiques ont été produits pour 24 langues, utilisés dans toute l'école comptant 700 enfants et dans les écoles voisines. Ils sont basés sur des démonstrations de mots et de phrases clés faites par les enfants eux-mêmes dans leur langue (voir: <http://www.newburypark.redbridge.sch.uk/langofmonth/>)

En dépit de ces cas particuliers, en règle générale, l'impression dominante est que la plupart des exemples actuels de bonnes pratiques étaient centrées sur les langues « régionales ou minoritaires » plutôt que les langues « migrantes » et que le projet avait un rôle important à jouer pour identifier ces dernières. Il a également été noté que la plupart des organisations à l'échelle de l'Europe mises en place pour soutenir les langues autres qu'officielles ou nationales des Etats européens s'occupent des langues régionales et minoritaires, comme par exemple Mercator, EBLUL ou la Conférence internationale sur les langues minoritaires.

Terminologie

La question de la terminologie est cruciale: le terme « langues communautaires » qui est largement utilisé et accepté au Royaume-Uni ne se traduit pas bien dans d'autres langues, et l'un des objectifs de l'atelier était de discuter afin d'aboutir à un ensemble de termes faisant l'objet d'un consensus. Il a été reconnu qu'une multiplicité de termes était utilisée dans les différentes langues, chacun possédant des significations et des connotations particulières.

En France et dans d'autres pays, la traduction directe du terme « langues communautaires » est comprise comme signifiant « langues de la Communauté européenne », alors qu'à Chypre, elle est entendue comme désignant celles des communautés grecque ou turque. D'autres termes sont souvent ressentis comme véhiculant une connotation péjorative, par exemple « immigrant » au Royaume-Uni, « allochtone » aux Pays-Bas, « minoritaire » (avec un sous-entendu signifiant « moindre » en grec et « étranger / autre » en islandais). En Lettonie, les termes de langue « régionale », « minoritaire » et « immigrante » se recouvrent de façon considérable. Les participants ont constaté d'un commun accord l'impossibilité d'imposer des termes aux gens et la nécessité de laisser les communautés proprement dites exprimer leur opinion sur la description faite de leurs propres langues. Cependant, la discussion, l'analyse et la remise en question de la terminologie existante ont été considérées comme un moyen sain pour décrire ce qui est, pour beaucoup, une réalité mentale nouvelle.

Il a été décidé que le projet produirait un glossaire des termes existants dans toutes les langues représentées par les participants plutôt que de rechercher des traductions de termes anglais.

Conclusion

L'on s'attend à ce que le projet fournisse l'image la plus complète à ce jour des langues utilisées en Europe. De précédentes enquêtes, telles que *Multilingual Capital* pour les langues parlées à Londres, ont eu un effet positif sur les modes de pensée, et l'on espère que ces recherches contribueront également à accroître la sensibilisation envers le besoin de valorisation de toutes les langues en Europe.

Les participants ont produit une série de recommandations et de propositions qui feront l'objet d'une réunion de suivi en octobre. Tous se sont accordés sur le fait qu'il y avait là un ordre du jour complet pour chacun, à la fois au sein du cadre du projet et autour de celui-ci.

Nous remercions tous les participants pour le déroulement réussi et stimulant de l'atelier.